Syndicat cftc

Communiqué de presse

Mercredi 7 octobre 2026

Mobilisation du 5 novembre : Conjuguer justice sociale et responsabilité budgétaire pour préserver notre modèle social !

La CFTC participera à la journée de mobilisation du 5 novembre pour les salaires et les services publics. A cette occasion, elle portera une voix singulière : défendre fermement le pouvoir d'achat tout en exigeant des choix budgétaires lucides pour ne pas faire peser le poids de la dette sur les générations futures.

Protéger les générations futures et pérenniser notre modèle social

La France traverse une crise économique et financière d'une gravité exceptionnelle. Le niveau des déficits publics et la charge de la dette font peser sur notre pays un risque majeur de faillite et de remise en cause de notre protection sociale. La CFTC refuse d'endetter nos enfants et petits-enfants pour financer nos renoncements d'aujourd'hui. Préserver notre souveraineté et notre modèle social exige un effort collectif et responsable, équitablement réparti entre les dépenses et les recettes selon la capacité contributive de chacun.

Projets de loi de finances (PLF/PLFSS) : Le compte n'y est pas !

Dans le cadre des débats parlementaires sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale, les arbitrages actuels manquent d'équilibre. Les rabotages budgétaires sans vision stratégique ne résolvent rien et dégradent directement la vie quotidienne des travailleurs. Pour la CFTC, ce manque de justice et d'équité sociale justifie pleinement la mobilisation du 5 novembre.

Le mot d'ordre de la CFTC : Pouvoir d'achat, salaires dignes et juste répartition des richesses

Pour la CFTC, la restauration de la justice sociale passe impérativement par une action durable sur le pouvoir d'achat. La responsabilité budgétaire ne doit pas servir de prétexte à la stagnation des rémunérations ni au recul des droits sociaux.

Leviers directs : Des rémunérations à la hauteur du travail fourni

Pour redonner de l'air aux familles, la CFTC exige d'activer immédiatement les leviers directs du pouvoir d'achat :

- Redynamiser les négociations salariales au sein des entreprises.
- Mettre en conformité les branches professionnelles dont les minima sont encore inférieurs au SMIC.
- Revaloriser le point d'indice dans la fonction publique pour reconnaître l'engagement des agents et défendre les services publics.
- Partager la valeur en généralisant l'accès à l'intéressement, à la participation et aux dispositifs d'épargne salariale.
- Protéger les petites pensions du régime de base en revalorisant les retraites complémentaires à hauteur de l'inflation.

45 Rue de la Procession - CS 82348 75739 Paris Cedex 15 – 01 73 30 43 54 - 06 33 26 08 71 - www.cftc.fr

Leviers indirects : "Dépenser mieux" plutôt que raboter

En réponse à la crise de nos finances publiques, la CFTC prône la doctrine du « dépenser mieux ».

- Dépenser mieux : Préférer l'investissement stratégique (prévention en matière de santé et de risques professionnels) et la lutte contre les fraudes et autres mécanismes inefficients aux mesures de rabotage aveugles qui pèsent sur les travailleurs.

- Logement & Pouvoir d'achat : Face aux économies ciblées sur les aides au logement dans le budget 2027, la CFTC demande pour 2027 le gel ou le plafonnement de l'Indice de Référence des Loyers (IRL) par voie législative. Cette mesure transférerait la charge du maintien du pouvoir d'achat des locataires vers les propriétaires bailleurs, incarnant le principe d'un effort national équitablement partagé.

Pour la CFTC, être un syndicat responsable, c'est refuser les postures dogmatiques et porter des solutions concrètes. Le 5 novembre, nous serons mobilisés pour que la justice sociale et le pouvoir d'achat redeviennent la priorité nationale.